

L'INFO BOURG



Le journal du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

Juillet 2006



Programation en page 15

22 juillet 2006

Sondage exclusif



La rue Saint-Jean piétonne : 81,9% disent OUI !

par **Marline Côté et Marcel Poliquin**
(en collaboration avec **Marie-Josée Renaud**)

Augmentation de la circulation dans les rues attenantes ou perte d'espaces de stationnement dans l'ensemble du quartier, les arguments contre une réappropriation de la rue Saint-Jean par les piétons ne font pas le poids devant la volonté citoyenne. Une très forte majorité de citoyen-nes et de commerçant-es de la rue Saint-Jean aimeraient voir la rue Saint-Jean devenir piétonne au moins une journée par semaine pendant la période estivale, confirme un sondage de *l'Infobourg*.

Deux cent passant-es de la rue Saint-Jean et cinquante commerçant-es ont répondu à la question suivante : « Seriez-vous d'accord pour rendre la rue Saint-Jean piétonne une à deux journées par semaine pendant l'été (du 23 juin à la fête du Travail) ? » Parmi les passant-es, 79,4 % se sont

déclaré-es en faveur d'une telle innovation; 65,9 % pour la fin de semaine complète et 13,5 % pour le dimanche exclusivement. Seulement 3,7 % des répondant-es se sont complètement opposé-es à l'idée, alors que 4,2 % ont préféré s'abstenir. 27 personnes ont été plus audacieuses que *l'Infobourg*, avançant elles-mêmes l'idée de fermer la rue en tout temps.

Des commerçant-es divisé-es

Les résultats les plus étonnants nous viennent des commerçant-es, alors que 38 sur 52 (73 %) aimeraient bien couper la circulation aux voitures au moins une journée par semaine. Cette opinion est non seulement celles des propriétaires de bars et de restaurants, mais aussi par les propriétaires de boutiques de vêtements, de bijoux et de cosmétiques, les libraires et les disquaires. « Moi-même, je suis résidente et j'aimerais ça », indique la propriétaire de Motus Coiffure. « Ce serait ben l'fun », renchérit Sylvain

Duchênes, de la boutique l'Un et l'Autre. Quand ils s'opposent à l'idée, les entrepreneur-es de la rue Saint-Jean craignent de ne pas recevoir leurs livraisons ou de perdre de la clientèle.

Pourtant, la rue pourrait n'être piétonne que les soirs et le dimanche, soit durant des périodes où la majorité des commerces non-restaurateurs sont fermés.

Soulignons qu'entre Turnbull et Honoré-Mercier, la rue Saint-Jean est déjà fermée au moins trois fois par année, pendant la Fête du Faubourg, le Faubourg en fleurs et la fête Arc-en-ciel. Des événements toujours couronnés de succès.

Un processus long, mais concevable

La fermeture de la rue Saint-Jean à la circulation automobile est envisageable, estime Pierre Maheux, le conseiller municipal du district. Les défenseurs du projet devront toutefois s'atteler : le processus sera long et fastidieux.

« Un tel projet doit passer sous la loupe du Conseil d'arrondissement et de la Ville de Québec, explique-t-il, et il y a de fortes raisons de croire qu'il susciterait des débats intenses. » La construction de stationnements supplémentaires dans le quartier et les mesures à prendre pour assurer une circulation sécuritaire sont au nombre des nombreuses questions à évaluer dans l'étude de faisabilité.

Quoiqu'il en soit, un premier pas a été franchi et l'idée d'une fermeture de la rue Saint-Jean est sur le tapis. Le Conseil de quartier Saint-Jean Baptiste étudiera en effet la question, comme l'indique son plan d'action 2006-2007. « Nous n'avons encore aucun projet concret mais nous avons voté l'étude de la faisabilité », explique Alain Marcoux, président du Conseil de quartier. Il n'en tient donc maintenant qu'aux citoyen-nes de prendre part aux débats... et à M. Maheux de s'engager avec eux et elles!



« Seriez-vous d'accord pour rendre la rue Saint-Jean piétonne une à deux journées par semaine pendant l'été ? »

	Total	%	Résident-es	%	Non-résident-es	%
En tout temps	27	12,6 %	---	---	---	---
Samedi et dimanche	141	65,9 %	68	81,9 %	73	70,1 %
Dimanche seulement	29	13,5 %	12	14,5 %	17	16,3 %
Jamais	8	3,7 %	3	3,6 %	5	4,8 %
Indifférent	9	4,2 %	0	0	9	8,7 %
Total	214 personnes		83 personnes		104 personnes	

- Dans ce numéro -

Entrevue avec Étienne Boucher,
artiste photographe
en page 7

Dossier
À quoi servent les mass medias
en pages 8 et 9

Vélo utilitaire
Des commerces prennent des mesures
en page 11

Sainte-Claire partagée Une rue animée



(M.-J. R.) La deuxième activité d'animation pour une rue Ste-Claire partagée, qui a eu lieu le 25 juin, s'est très bien déroulée. Plus de 10 tables ont été louées pour l'occasion et, aux dires des vendeurs et des vendeuses, les affaires ont bien roulé. Un merci spécial au groupe de musique Tintamarre Vroum-vroum, qui a bien su nous faire rire avec une performance très originale.

Le rôle de la rue

par Marie-Josée Renaud

Contrairement à l'idée dominante dans les sociétés occidentales, la rue n'a pas toujours été qu'une artère de circulation. Jusqu'à la première moitié du XX^e siècle, les rues constituaient le principal milieu de vie de leurs habitant-es. C'était d'autant plus vrai dans un quartier résidentiel, où la rue joue un rôle social évident. En effet, la rue et les trottoirs sont les espaces publics les plus abondants au sein des grandes villes. Nos ancêtres ont toujours profité de la rue pour y tenir des marchés locaux, y faire jouer les enfants, échanger entre voisin-es et tenir des activités d'animation de quartier.

Malheureusement, la gestion du territoire, telle que pensée et appliquée pendant les cinquante dernières années, a donné la première place à l'automobile et enlevé à la rue son rôle fonctionnel de cohésion sociale.

La rue en tant que corridor de déplacement a pris tellement d'importance que ses autres fonctions ont été évacuées.

Redonner ses fonctions à la rue

Le faubourg Saint-Jean-Baptiste doit composer avec les activités reliées à la vie économique et politique de la ville et se retrouve aussi victime des débordements de la colline parlementaire et du secteur touristique du Vieux-Québec. La circulation de transit y est donc très importante et les effets négatifs d'une forte circulation automobile sur la vie des résident-es se font sentir à plusieurs égards. Le projet « Rue partagée dans le faubourg », en enlevant la priorité aux voitures et en diminuant leur vitesse à 15 km/h, vise à redonner à la rue son rôle de milieu de vie et de lieu d'échange sécuritaire.



(NLL) À l'initiative du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, la rue Sainte-Claire s'est enrichie d'une dizaine de jardinières (subventionnées par le Conseil de quartier). On voit ici une équipe de militant-es du Compop en plein action de verdissement.

Communiqué

Le Comité populaire sur le Web

Un nouveau site militant : www.compop.net



Québec, 6 juillet 2006 – « Avez-vous un site Web? » Combien de fois avons-nous entendu cette question? Que ce soit des résident-es qui veulent en savoir plus sur leur comité de citoyennes, des étudiant-es qui font de la recherche, des fonctionnaires en manque d'inspiration, des politicien-nes en campagne, nos bailleurs de fonds ou même des journalistes, il semble que tout le monde en vienne à poser la question fatidique. Eh bien!, maintenant oui : le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste a depuis quelques jours un site web. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'organisme et le quartier Saint-Jean-Baptiste est dorénavant accessible au www.compop.net.

Bien plus qu'une vitrine

Au Comité populaire, nous n'avons rien à vendre mais beaucoup à dire! Trop de sites Web ne sont qu'une simple vitrine n'offrant guère plus qu'une version électronique du dépliant ou du catalogue des propriétaires; ce ne sera pas notre cas... Nous nous sommes plutôt inspiré-es de ce que le Web militant fait de mieux et nous avons créé un portail riche en contenu, rassemblant l'essentiel de ce que nous produisons comme information. Outre les documents de base sur l'organisme, les internautes peuvent d'ores et déjà y trouver une quantité impressionnante d'articles de *l'Infobourg*, de documents d'analyse, de communiqués, de photos et de tracts. Déjà, près de 170 pages et ça ne fait que commencer! Nous espérons

qu'à terme, le site devienne un carrefour d'information et de résistance.

100 % communautaire

Le site Web du Comité populaire a entièrement été réalisé à l'interne, par la coordination de l'organisme. C'est donc 100 % communautaire. Pour ce faire, nous avons utilisé les ressources développées par la communauté du Web alternatif. Notre site est hébergé par Koumbit, un OSBL montréalais qui se donne pour mission de favoriser l'appropriation de l'informatique libre et de développer l'autonomie technologique des groupes sociaux québécois. Il a été monté en utilisant Drupal, un système de gestion de contenu à orientation communautaire qui a fait ses preuves dans le monde militant.

Cette orientation en faveur du logiciel libre et du Web alternatif n'est pas, a priori, idéologique. Nous avons adopté ces solutions parce qu'elles répondaient à nos besoins : accessibilité, facilité d'utilisation et quasi-gratuité. Nous pouvons témoigner de la qualité des outils offerts par Koumbit et Drupal, puisque, même si nous ne sommes pas des technicien-nes informatiques chevronné-es (loin de là!), nous avons réussi à monter notre site de A à Z en n'utilisant que les manuels en ligne de ces deux groupes. À notre grande surprise : ça marche! Il y a une vie après Microsoft!

Le sac du Faubourg fait fureur

par Nicolas Lefebvre Legault

La rumeur veut qu'on l'ait aperçu jusqu'aux halles Fleur-de-Lys, à Vanier; d'autres prétendent même l'avoir croisé à Cap-Rouge... Légendes urbaines ou stricte vérité, il n'en demeure pas moins que le sac du Faubourg, la nouvelle initiative écolo-pratique du quartier, est très populaire.

Selon les commerçant-es interrogé-es, 800 exemplaires du sac auraient trouvé preneur en 18 jours. En fait, à la mi-juin, plusieurs points de dépôt étaient déjà en rupture de stock et attendaient impatiemment un deuxième tissage de 1000 exemplaires.

Lancé le 28 mai, durant le Faubourg en fleur, le sac du Faubourg est une initiative d'un regroupement de 14 commerces en alimentation spécialisée. « La concentration de commerces d'alimentation spécialisée nous semblait une des spécificités du faubourg et à la base, on se réunissait pour développer des stratégies de promotion commune », raconte Éric Normand, de la chocolaterie Erico. L'idée de s'unir pour produire un sac est venue après que l'une des commerçantes, Mélanie Jacob du Paingruël, ait été approchée par l'entreprise Alterna Éco-Solutions. « Ça a été adopté tout de suite », se rappelle Éric Normand.



photos: courtoisie

Une œuvre de Véronique Thibault orne le sac.

Contrairement à ce que certain-es pourraient penser, personne ne fait d'argent avec le sac du Faubourg. « C'est sûr que c'est de la promotion, mais pour nous c'est d'abord une action collective, explique Éric Normand. C'est pour ça qu'on le vend en bas du prix coûtant. » La Caisse populaire, la Ville et l'Association des gens d'affaires du faubourg ont contribué financièrement au projet afin de ramener le prix de vente à 5 \$. D'ailleurs, le sac ne répond pas qu'à une préoccupation environnementale mais également à des valeurs sociales : il est confectionné au Québec par une entreprise de travail adapté pour personnes ayant un handicap.

Écologique

« En moyenne, on estime que chacun des 5 675 ménages du quartier Saint-Jean-Baptiste consomme 10 sacs par semaine. Ce qui veut dire que dans le faubourg seulement, 56 750 sacs sont utilisés et jetés en une semaine. Cela représente près de 3 millions de sacs annuellement, sans compter les sacs consommés par les touristes », souligne Natalie Delorme, propriétaire d'Alterna Éco-Solutions. Si les gens changent vraiment leurs habitudes - ce qui ne se fera pas en criant « sac en coton » mais avouons que ça ne nuira pas -, c'est donc le tiers des sacs de plastique qu'on pourrait retirer de la circulation grâce à une initiative comme le sac du Faubourg.



Une partie des commerçant-es participant-es ainsi que Natalie Delorme, d'Alterna Éco-Solutions, et Maude Deslauriers-Talbot, directrice de l'AGAF.

Coop l'Escalier : Début des travaux cet automne ?

par Paul-André Perron

Le 22 juin dernier, la Ville de Québec a accordé à la coopérative d'habitation l'Escalier son engagement conditionnel. La coopérative obtient un prêt de démarrage qui lui permettra, d'ici quelques mois, de lancer un appel d'offres pour trouver un entrepreneur général, puis de commencer le chantier sur l'Îlot Berthelot.

Dans sa forme actuelle, le projet prévoit 62 logements répartis en deux bâtiments qui seront construits le long du boulevard René-Lévesque, entre les rues Berthelot et de la Chevrotière. Il en coûtera environ 7 200 000 \$ pour construire les deux bâtiments qui seront séparés par un escalier conduisant du boulevard René-Lévesque au parc Berthelot. Il y aura donc 100 % de logements en coopérative sur l'îlot Berthelot, ce qui est l'aboutissement d'une longue lutte menée dans le quartier Saint-Jean Baptiste. Une ombre au tableau cependant : histoire d'éviter les dépassements de coûts, la coopérative a été forcée de recourir à un programme de subventions qui ne donne aucun supplément au loyer aux ménages les plus démunis. Résolu-es à changer cette situation, les membres de l'Escalier ont entrepris des démarches auprès de la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, afin de trouver des solutions pour obtenir des suppléments au loyer, de sorte que les ménages à faibles revenus puissent se payer des logements dans la nouvelle coop sans se ruiner. Il reste à espérer que la ministre entendra raison...

Voire tabagie de quartier... depuis 1923!

TABAGIE & ST. JEAN

620 rue Saint-Jean
Tél.: 522-5923

Billets de bus - café
revues du monde - bières

LE CRAC ALIMENTS SAINS
LA CAROTTE JOYEUSE

600 rue St-Jean
Québec (Québec) G1R 1P8
Tél.: 418-647-6881
Fax: 418-647-3953
E-mail: info@lecrac.com



Charlotte, Solange et Jean-Philippe Courtemanche

L'inter Marché St-Jean

Livraison tous les jours à 11 h 30, 15 h et 17 h.

La livraison de 15 h est gratuite!

522-4889,
850, rue Saint-Jean

- Lettre ouverte - Démarie / Démarie pas

Johanne H. Gaudreault et Me Yvan Lapointe de la Coalition gaie et lesbienne du Québec

Eh oui ! Revoilà le pays plongé dans un débat qui semblait pourtant avoir bel et bien été réglé, celui du droit au mariage entre conjoint-es de même sexe. Depuis janvier 2006, à la tête d'un gouvernement minoritaire, M. Stephen Harper se croit obligé de respecter une promesse faite pour satisfaire l'électorat de l'Ouest canadien en présentant une motion sur ce sujet à la Chambre des communes l'automne prochain.

Comment peut-on vouloir renverser une décision favorable de plusieurs tribunaux d'appel provinciaux et de la Cour suprême du Canada en ce qui concerne la discrimination faite aux personnes homosexuelles en leur interdisant le droit au mariage?

La jurisprudence est pourtant claire et précise. Aucun type d'union autre que le mariage ne pourra satisfaire aux libertés fondamentales conférées par la Constitution. Cette promesse électorale de remettre en question le droit au mariage entre les conjointEs de même sexe était une erreur. Et ce le serait encore plus de la réaliser.

Entretenir un tel débat contribue à maintenir des idées et des comportements ségrégationnistes. Et peu importe à l'égard de qui elle est appliquée, la ségrégation est inacceptable.

Les tenant-es du maintien du mariage traditionnel, comme ils se plaisent à l'appeler, semblent oublier qu'ils trouveraient sûrement inacceptable qu'on leur nie un droit fondamental.

Combien d'entre eux accepteraient qu'on leur interdise le mariage sous prétexte qu'ils sont trop vieux ou vieilles, de la mauvaise religion ou qu'ils ne parlent pas la bonne langue? C'est pourtant ce qu'ils souhaitent faire en voulant empêcher le mariage entre conjoint-es de même sexe. Selon la Charte des droits et libertés des personnes, tou-tes sont égaux, peu importe les différences.

M. Harper a beaucoup plus à perdre qu'à gagner à vouloir rouvrir ce débat. Il se dirige vers un cul-de-sac et les contribuables seront dans l'obligation de payer les frais encourus par ce retour en arrière. Bref, si M. Harper réussissait à faire voter cette motion à l'automne, la communauté gaie et ses ami-es n'auraient d'autre choix que d'entreprendre un nouveau débat juridique coûteux. Le résultat en sera le même, soit le maintien du droit inaliénable à l'égalité. Cette égalité ne signifie pas des unions différentes, mais le même type d'union pour tou-tes, peu importe leurs différences.

Les député-es conservateurs de la région de Québec doivent se rappeler qu'ils et elle n'ont pas été élu-es pour défaire le mariage entre conjoint-es de même sexe, mais pour faire avancer le pays, ce qui nous semble paradoxal avec ce retour en arrière.

Ici, la fête du Travail rime avec la fête Arc-en-ciel

par **Olivier Poulin**

C'est devenu une tradition annuelle : le faubourg Saint-Jean-Baptiste vibre au rythme des célébrations de la fierté gaie pendant la fin de semaine de la fête du Travail. Le comité organisateur de la fête Arc-en-ciel est donc fier de présenter son édition 2006 du 1^{er} au 3 septembre.



La programmation de la fête Arc-en-ciel 2006 ressemble sensiblement à la formule 2005. Pour l'occasion, la rue Saint-Jean sera piétonne, animée et décorée les samedi 2 et dimanche 3 septembre. Des groupes de musique, des personnalités féminines et une artiste surprise offriront des performances sur quatre scènes, tandis que les groupes communautaires

de la communauté altersexuelle de Québec tiendront des kiosques d'information sur leurs services et sur la diversité sexuelle. De plus, outre un party «Encore» au complexe Méduse dans la nuit du dimanche au lundi et un party de filles, ne manquez pas la projection gratuite en plein air du film québécois C.R.A.Z.Y. sur le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste, le samedi 2 septembre à 20 h 30.

Constitué de bénévoles issu-es des milieux communautaire et d'affaires, le comité organisateur de la fête Arc-en-ciel compte tenir un événement rassembleur dans un esprit convivial. « La fête Arc-en-ciel s'adresse à tout le monde, explique Yoan Chatel, coordonnateur. On célèbre la fierté gaie, mais surtout la diversité sexuelle. L'idée est de créer des échanges entre les individus pour construire une société exempte de discriminations basées sur l'orientation sexuelle. »

Une telle fête nécessite du bénévolat. Les organisateurs lancent donc un appel à tous ceux et celles qui aimeraient aider à faire de cette fête une réussite. Contact : info@fetearcenciel.qc.ca - www.fetearcenciel.qc.ca - (418) 809-FETE



La CGLQ est un organisme non-gouvernemental qui a pour mission de promouvoir, représenter et défendre les droits de la communauté gaie et lesbienne du Québec. Nous avons besoin de votre soutien et de votre implication pour mener à bien l'ensemble de nos dossiers. En devenant membre de la CGLQ, vous profitez également des avantages que procurent nos partenariats de services. Contactez-nous pour plus d'information.

Étudiant : 6 \$ Individuel : 20 \$
Corporatif : 100 \$ Collectif : 25 \$

5, rue Du Fort, c.p. 9, Québec, Qc, G1R 4M8
Tél : (418) 524-7535 Fax : (418) 523-8519
www.cglq.org info@cglq.org



**Parce que le SIDA est toujours là...
Nous aussi... et vous ?**

281, chemin Sainte-Foy
Québec, Québec G1R 1T5

(418) 649-1720
Ligne Sida-aide (418) 649-0788

Vivre en santé ?
Comment ?
Homosexuel ?
Bisexuel ?
Pourquoi ?

PRISME

Agir c'est la vie!
Tu as des questions en lien avec ton orientation sexuelle...
Tu as envie de le dire à quelqu'un...
Tu pourras nous parler, par exemple, d'estime de soi, d'isolement, de coming out, de discrimination, de famille, de santé sexuelle...

PRISME est là!
• ACCUEIL
• ACCOMPAGNEMENT
• RÉFÉRENCE

649-1232 • www.prisme.org

Sylvain Michaud rencontré pour vous

par Marcel Poliquin

« Quand j'vas être un bon gars - Pas d'alcool, pas de tabac - M'as rester tranquille -M'as payer mes bills - Quand j'vas être un bon gars »

Cette chanson de Desjardins traduit très bien le parcours tortueux de notre ami Sylvain Michaud, personnage très connu sur la rue Saint-Jean.

Père absent, heureusement sa mère veillait au grain... À 16 ans, projeté dans la vie, il occupe des emplois ici et là, « trente-six métiers, trente-six misères », disait mon grand-père.

18 ans. Deux malfrats expérimentés dans le crime embarquent notre Sylvain dans une sale histoire de vol. Celui-ci écope de six mois de pen. L'école de la tôle est dure et implacable: violence physique et psychologique.

En d'dans, les durs ne savent pas danser.

Retour dans la société, emplois pas payants « because » casier judiciaire. Décidément, pour les diplômés de la vie et de la rue, « y en n'aura pas de facile ».

Retour dans le milieu carcéral, pour un an cette fois, « pour vous faire réfléchir, M. Michaud », parole du juge. Sylvain me confie, entre deux gorgées de café, que « ces sombres années sont derrière moi, j'ai reconquis ma fierté ».

Sorti de prison, notre malfortuné compagnon voyage dans l'Ouest canadien : plantation d'arbres, cueillette de fruits et exploration sur les puits de forage. Sylvain veut se

faire oublier et se refaire une fierté.

Réussit, après bien des tracasseries, à s'enrôler dans l'armée. Quatre ans soldat, ça forme son homme. Les forces armées lui ont donné un métier et de la discipline.

Pendant quelques années, il est camionneur-livreur pour une compagnie de Québec.

« L'argent va rentrer - Pas trop trop mais steady », chantait Richard Desjardins.

1997. Cerise sur le gâteau! Sylvain se mérite deux décorations, d'abord par la Ville de Québec et ensuite par le ministère de la Justice.

C'est que notre Don Quichotte a réussi à maîtriser un voleur qui violentait une dame pour s'emparer de son sac à main. Exploit dont il est fier.

Oh! Oh! Accident de travail. Quand la guigne s'acharne... Passage à vide. Certains fonctionnaires de la CSST ont la dent dure. Longue bataille pour se faire reconnaître inapte au travail. Il lutte encore aujourd'hui contre la bureaucratie et l'appareil gouvernemental. Notre homme ne baisse pas les bras. Au contraire. Il se découvre et développe ses talents d'artiste. Il explore la peinture et la sculpture ayant les sports extrêmes pour thème. Tout à fait à l'image du bonhomme!

Ses créations artistiques à partir de matériaux recyclés en grande partie sont originales et toutes en lumière.

J'ai souvent croisé Sylvain sur la rue Saint-Jean, s'appuyant

sur sa canne avec son éternel compagnon Pierrôt, un magnifique griffon.

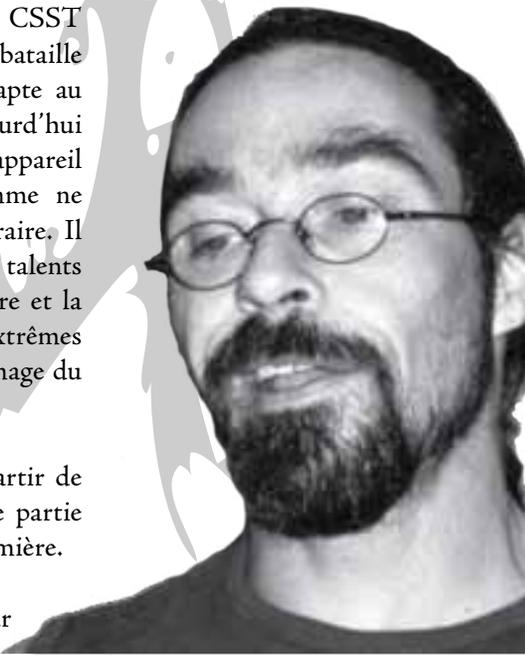
Au fil de nos conversations sur de multiples sujets, que ce soit sur l'environnement, les bêtes, l'art, etc., j'ai pu apprécier un homme sincère à la recherche de sa vérité.

Très sensible à la détresse humaine, un bon mot ici et là, un sourire, une bonne histoire ensoleillent la journée de bien des personnes autour de lui.

Pensée maîtresse de Sylvain : « Les humains ont besoin de la terre pour vivre, mais la terre n'a pas besoin des humains. »

En terminant, Sylvain caresse un projet tout à fait original : celui de réunir peintres, sculpteurs et sculptrices, poètes-ses et musiciennes, les dimanches ensoleillés, au cimetière St-Mathew. Un « happening » artistique, quoi!

Et pourquoi pas!



Sylvain Michaud

À LOUER

- Cet espace -
Pour du court ou du
long terme

Quand vos client-es sont
vos voisin-es, vaut mieux
les rejoindre par le
journal du quartier.

L'Infobourg,
7 000 exemplaires
distribués de
porte-à-porte.

Pour plus d'information,
www.compop.net/publicite
ou demandez Nicolas au 522-0454

- Steaks frites, burgers
- Frites maison
- Salades, fines pizzas, pâtes
- Nachos, escalopes de veau
- Poitrines de poulet, saumon
- Déjeuners, menus midi, tables d'hôte

- Mets pour emporter
- Verrière, terrasse



ET BIEN PLUS ENCORE...

Heures d'été:
8h à 23h du dimanche au mercredi
et jusqu'à 24h jeudi, vendredi et samedi



298, RUE ST-JEAN, QUÉBEC | RÉSERVATIONS: 647-3031

AMBIANCE DE QUARTIER

L'Accorderie

pour échanger et coopérer

Troc de services

par Nadine Davignon

La peinture de votre salon aurait bien besoin d'être rafraîchie. Vous aimeriez un coup de pouce pour faire ce travail, mais personne de votre entourage n'est disponible. Que diriez-vous de recevoir de l'aide contre laquelle vous offririez, en retour, quelques leçons de guitare? C'est ce que vous permet l'Accorderie, un réseau d'échange de services.

Ayant démarré ses activités en janvier 2004, l'Accorderie compte maintenant sur un réseau d'environ 400 personnes offrant des services variés. La majorité des membres sont des résidents des quartiers centraux. Le groupe permet de renforcer le tissu social en tentant de stimuler le réflexe de collaboration communautaire. D'un point de vue plus global, ce type de réseau d'échange contourne le système monétaire en évitant de comptabiliser les services en argent.

Une heure contre une heure

À l'Accorderie, chaque membre dispose d'un certain nombre de coupons de temps avec lesquels il ou elle peut payer un service obtenu. Une personne qui rend un service

durant trois heures, par exemple, sera payée trois heures en coupons. Plus tard, elle pourra les échanger contre un service dont elle a besoin.

La facilité d'utilisation de ce système égalitaire est un élément clé du fonctionnement et de la satisfaction des membres. En effet, les réseaux qui utilisent des points doivent évaluer la valeur de chaque service, ce qui augmente les possibilités de mésententes.

Depuis sa création, environ 3000 services ont été échangés à l'Accorderie, et ce nombre va croissant : ménage, couture, menuiserie, informatique, cuisine, langues, photographie, yoga... tout est possible!

Pour réussir

Selon Serge Petitclerc, coordonnateur, le réseau a atteint un bon niveau d'activité et poursuit son expansion. De plus en plus d'échanges sont effectués entre les membres, à mesure que des outils efficaces sont mis en place. Un bottin, un journal et un site Internet, par exemple, permettent aux membres de connaître les services offerts et de communiquer entre eux.

La participation est facilitée par les nombreux comités, activités et rencontres que l'Accorderie propose. La timidité ou la crainte qu'un-e inconnu-e vienne chez soi effectuer un service est alors beaucoup moins élevée.

Plusieurs groupes d'échanges de services existent au Québec et dans le monde. Le succès de l'Accorderie reposerait sur la présence d'employés permanents. Ceux-ci assurent la stabilité du réseau, voient au bon fonctionnement du groupe et effectuent les tâches administratives souvent lourdes et décourageantes pour des bénévoles. La participation financière de la Caisse populaire et de la Fondation Saint-Roch est essentielle à cet effet.

Le fait que l'échange de services soit combiné à l'achat regroupé d'aliments et au crédit solidaire concentre plusieurs services intéressants au même endroit, ce qui constitue un autre gage de succès.

Il existe cependant des limites à ce type de système d'échange de services. Le nombre de membres est central: s'il y en a trop peu, l'offre de services est insuffisante; s'il y en a trop, les membres ne se connaissant pas, les aspects administratifs deviennent plus complexes et les problèmes matériels apparaissent (locaux, équipement).

Et le futur?

Actuellement, l'Accorderie a le vent dans les voiles. Le prochain défi de Serge Petitclerc est d'aider d'autres groupes semblables à se mettre sur pied. En effet, des membres provenant de quartiers plus éloignés, voire d'autres villes, souhaiteraient bénéficier d'un tel réseau près de chez eux. C'est positif, mais en même temps, cela demande réflexion sur les relations que ces différents organismes pourraient avoir ensemble. Devra-t-on fusionner les « monnaies » et les bottins de services, faire des accords de « libre-échange »? Comme quoi un système économique, même sans argent, fait face à des problèmes communs à tous les systèmes!

Information : 525-0258 - www.accorderie.ca

Logement social ?
www.frapru.qc.ca

L'INFO BOURG

Journal de quartier publié à 7000 exemplaires, 4 fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro : Michelle Briand, Nadine Davignon, Martin Dufresne, Yves Gauthier, Nicolas Lefebvre Legault, Marline Côté, Marcel Poliquin, Marie-Josée Renaud.

Photographie et illustrations: Émilie Baillargeon, Étienne Boucher, Marie-Josée Renaud, Maude Deslauriers-Talbot et Nicolas Lefebvre Legault.

Correction : Annie Cloutier - gerritannie@hotmail.com
 Infographie : Ian Renaud-Lauzé - irlauze@yahoo.ca
 Publicité : Nicolas Lefebvre Legault au 522-0454.

Nous sommes au 780, rue Sainte-Claire
 Tél. : 522-0454
 Site Web: www.compop.net
 Courriel : compop@qc.aira.com

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome, Centraide, le Fonds de solidarité des groupes populaires et des activités d'autofinancement.

Ceci n'est pas un fonds comme les autres...

Le Fonds de solidarité des groupes populaires de Québec a été mis sur pied en 1974 pour financer la défense de droits. Actuellement, le Fonds finance les luttes sociales et les activités de huit groupes.

La campagne annuelle de levée de fonds s'adresse essentiellement à la population, aux syndicats et aux communautés religieuses. Dans un contexte de consolidation de la droite dans la région, votre don compte vraiment.

Fonds de solidarité des groupes populaires

301, rue Carillon,
 Québec (Qc),
 G1K 5B3
 Tél. : 529-4407
 Téléc. : 529-9455
fsgpq@bellnet.ca

C'est la solidarité au quotidien

Entrevue avec Étienne Boucher, artiste-photographe

par Marline Côté

Avec *Jardins secrets du Faubourg*, jamais l'Observatoire de la Capitale n'a reçu autant de visiteurs et de visiteuses venu-es spécialement pour contempler une de ses expositions. À sa première exposition solo d'envergure, l'artiste-photographe Étienne Boucher, 28 ans, auteur du projet, se dit lui-même surpris. *L'Infobourg* s'est entretenu avec lui de son cheminement d'artiste et de ses ambitions. Entrevue.



(M.C.) Le faubourg Saint-Jean-Baptiste : havre de beautés champêtres? Oasis de végétation luxuriante? Certainement!, nous convainc l'artiste-photographe professionnel Étienne Boucher avec l'exposition *Jardins secrets du Faubourg*, présentée à l'Observatoire de la Capitale jusqu'au 15 octobre.

Une vingtaine de photographies, dix-neuf de cours intérieures et quatre d'ambiance du quartier, illustrent la diversité des aménagements. Portraits d'une nature à l'allure parfois sauvage et exotique ou d'un esthétisme soigneusement recherché. Toujours avec ces tons marécageux et humides de verts et de bleu-gris et un choix brillant de reliefs, d'objets et d'éléments architecturaux.

Au passage, on notera des clins d'œil à l'histoire politique du quartier. Dans ce carré de sable, par exemple, que garnissent des camions de construction miniatures. Le « bulldozage » effréné des années 60, sous la bannière du progrès et de la modernité, laisse encore aujourd'hui un goût amer chez les habitant-es du quartier. Près de la moitié des logements habités ont été détruits, entre 1966 et 1976, pour laisser place à une série de bâtiments bétonnés, comme le Hilton, Place Québec et le complexe G.

Judicieuse ironie, d'ailleurs, que le choix du complexe G pour lancer l'exposition. Du haut du 31^e étage, les jardins secrets d'ordinaire invisibles sont faciles à repérer. C'est quand on vit près de ces choses que nous ne les voyons pas. « Mais il n'est jamais trop tard », soulignent Rick et Isabelle dans le cahier des visiteurs.

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, partenaire de l'exposition, ajoute qu'il est toujours temps d'aménager son quartier, même densément peuplé, pour s'assurer une vie résidentielle saine et équilibrée.

D'où est venue l'idée de monter une telle exposition ?

C'est Yves Gauthier, un de mes amis, qui a eu l'idée. On a repéré des cours qui nous plaisaient, à regarder par-dessus les clôtures, au travers des grillages. J'ai vite compris le potentiel photographique autour du concept de lieux fermés, mais aussi le message social qui pouvait être véhiculé.

C'est d'ailleurs ce discours de réappropriation du quartier par les résident-es qui a retenu l'attention dans les médias...

Il faut dire que l'idée est plutôt inusitée. Je mets en valeur des espaces qui ne sont pas ouverts au public. Beaucoup d'autres photographes ont exploré Québec, mais sous l'angle historique, touristique. Peu se sont intéressés-es à des quartiers plus résidentiels comme Saint-Jean-Baptiste.

Qu'est-ce qui vous passionne exactement dans la photographie?

Je dirais la lumière. Comprendre la lumière et ce qu'elle peut apporter au sujet. Essayer de créer des ambiances. J'aime les différentes couleurs de la lumière pour travailler avec les contrastes. La lumière est un leitmotiv dans mon travail et d'ailleurs ça s'observe dans *Jardins secrets*.



Peut-on vivre de la photographie à Québec?

J'ai toujours réussi à vivre de mon art jusqu'à maintenant. Je délaisse des choses plus « alimentaires » c'est sûr. Mais je crois qu'on peut toujours arriver à se trouver quelque chose, même si on n'est pas dans un gros marché. À un moment donné, il faut avoir confiance un peu, non? La vie est belle après tout!

Être photographe : métier ou mode de vie?

Au quotidien, le photographe en moi est toujours présent. Je demeure sensible à la lumière surtout. La lumière. Je reviens tout le temps à ça. Avec l'expérience, je deviens plus sensible aux ambiances, aux lignes, aux contrastes de couleurs... Je fais des cadres dans ma tête, même lorsque je ne prends pas de photos.

Suite à l'engouement pour *Jardins secrets du Faubourg*, l'idée court au sujet des « ruelles de Limoilou ». Rumeurs ou vérités?

Avec Yves, on pense en effet faire quelque chose avec l'arrondissement de Limoilou. Mais l'idée est encore très vague. Je n'ai pas de plan concret. Ce qui est sûr, c'est que je vais diriger une expo multimédia sur le Vieux-Port de Québec pour les fêtes du 400^e. J'aimerais offrir une vision autre qu'historique du port. Il y a beaucoup de potentiel. J'ai hâte de commencer.

EXPOSITION : JARDINS SECRETS DU FAUBOURG

OBSERVATOIRE DE LA CAPITALE
1037, de la Chevrotière, 31^e étage

Samedi le 29 juillet de 10 h à 17 h
Entrée 5 \$

COUPON-RABAIS POUR LES LECTEURS ET LECTRICES DE L'INFOBOURG

Nom: _____

Adresse: _____

Tel.: _____

Rabais de 3 \$ sur présentation de ce coupon

Tirage sur place

Dossier

À quoi servent les *mass medias* ?

par Nicolas Lefebvre Legault

Cet automne se tiendra à Québec un important colloque organisé par Radio Basseville (CKIA) et le journal *Droit de parole*. « Des médias communautaires résistent et signent! » se veut un espace de réflexion et de débats sur les pratiques des médias communautaires, alternatifs et indépendants... Une réflexion sur les parents pauvres du monde médiatique ne peut faire l'économie d'une critique des *mass medias*.

Le discours libéral veut que les médias soient l'un des piliers de la démocratie. La Fédération professionnelle des journalistes du Québec déclare : « Une information

complète, exacte et pluraliste est une des garanties les plus importantes de la liberté et de la démocratie. » Elle ajoute que « le rôle essentiel des journalistes est de rapporter fidèlement, d'analyser et de commenter les faits qui permettent à leurs concitoyens de mieux connaître et de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent ». Dans les années 1920, de nombreux intellectuels libéraux voyaient la chose différemment. L'époque était caractérisée par la montée des « rouges » et l'extension des droits démocratiques. Walter Lippmann, un journaliste démocrate américain très influent, a alors résumé le rôle des médias par une formule lapidaire : *la fabrication du consentement* qui devait permettre aux élites de contrôler l'opinion publique.

Le modèle propagandiste

Le modèle de « fabrication du consentement » est redevenu célèbre quand Noam Chomsky et Edward S. Herman l'ont repris comme titre d'une étude sur le rôle des médias dans les sociétés industrielles avancées : *Manufacturing consent*. Les auteurs ont voulu « étudier les médias comme un scientifique étudierait, par exemple, une molécule ou quelque autre objet complexe ». Leur hypothèse, vérifiée

mais ils défendent souvent des intérêts très spécifiques. (Power Corporation, par exemple, possède Gesca – *Le Soleil*, *La Presse* et 5 autres quotidiens –, mais également des compagnies d'assurance intéressées à une ouverture de la santé au privé.) Selon la Fédération nationale des communications (CSN), « si les propriétaires des groupes de presse ne s'immiscent pas directement dans le contenu

quotidien de l'information, ils savent généralement s'entourer des personnes qui veillent sur leurs intérêts. Ils peuvent ainsi contrôler, à distance, le traitement de l'information et les choix de leurs publications » (1).

2) **La dépendance envers la publicité.** La publicité représente l'essentiel des revenus des médias. (Au Québec, elle compte pour 80 % des revenus des quotidiens, pour 70 % des revenus des périodiques et pour plus de 90 % de ceux des autres médias.) Dans ce contexte, les médias ne vendent pas tant un produit d'information à un public qu'un public à des annonceurs. Patrick Le Lay, PDG de la chaîne de télévision française TF1, a bien résumé la situation quand il a affirmé que son métier était « d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit », en précisant que « ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible » (2). La pression des annonceurs peut être énorme et pousse parfois les médias à censurer leurs journalistes. Ce fut le cas de Jean-Simon Gagné qui s'est vu retirer un temps

d'enquêter, de se documenter et d'analyser. Ceci donne lieu, trop souvent, à une couverture systématique des mêmes événements, à la reprise des communiqués officiels et au martèlement de la pensée unique. Un choix en apparence purement économique peut s'avérer un moyen très efficace de limiter les débats publics et les remises en question sur des enjeux que ne partagent pas les propriétaires d'entreprises de presse, ou sur des enjeux qui menacent leurs intérêts ».

4) **La critique perpétuelle des médias.** Elle peut venir soit de la droite populiste qui prétend que tous les journalistes, sauf les siens, sont d'incorrigibles gauchistes en faveur du *statu quo*, soit d'une certaine élite économique qui déplore que les médias accordent trop de place à la « contestation » et qui les tient responsables de l'échec de leurs projets.

5) **L'anticommunisme.** *A priori*, ce filtre peut sembler essentiellement américain. Pourtant, dans la région de Québec, on constate qu'il suffit souvent à certains commentateurs de décréter que quelque chose est d'inspiration communiste ou socialiste pour le discréditer immédiatement. J-Jacques Samson, par exemple, nous explique candidement, dans le *Journal de Québec*, que les CPE sont d'inspiration socialiste. La façon la plus simple de discréditer un projet, un groupe ou une critique est de les qualifier de «



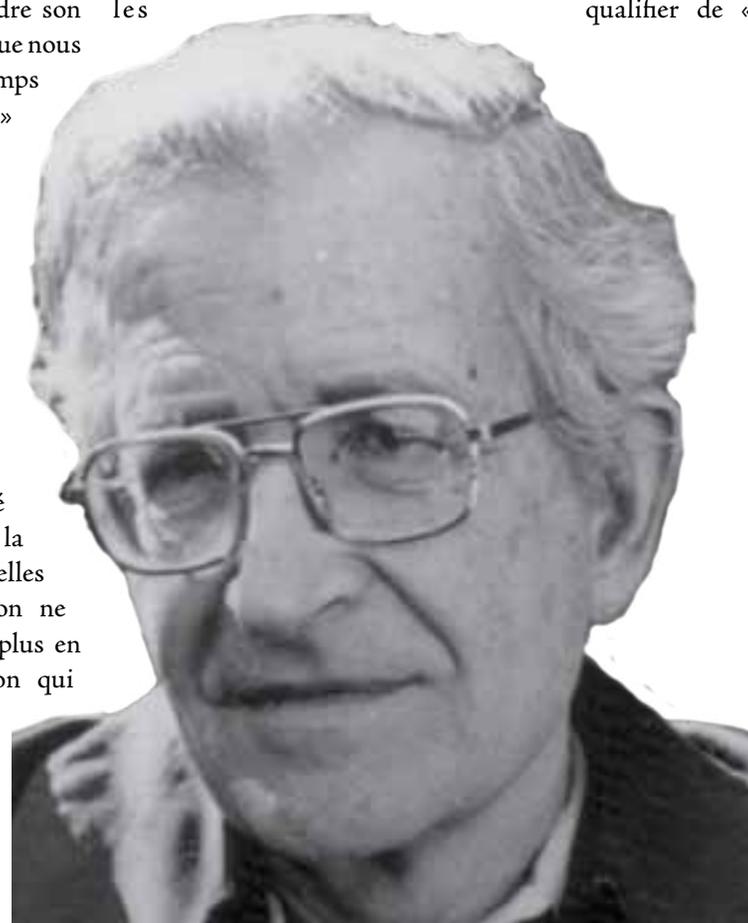
«Information à vendre», par Hugo St-Michel. Source: Journal Graffiti, mars 2005 - Prix de la meilleure caricature (AMECQ 2006).

et contre-vérifiée à maintes reprises et dans de nombreux pays, est que les médias « servent à mobiliser des appuis en faveur des intérêts particuliers qui dominent les activités de l'État et celles du secteur privé ». Autrement dit, les médias servent à faire de la propagande. Selon eux, certaines caractéristiques structurelles conditionnent la façon dont les médias comprennent et représentent le monde. Chomsky et Herman ont identifié cinq filtres pour expliquer en quoi et comment la production médiatique est biaisée. Pris isolément, ces filtres ne changent pas grand-chose; c'est globalement qu'ils en viennent à façonner un modèle propagandiste. Ces cinq filtres sont :

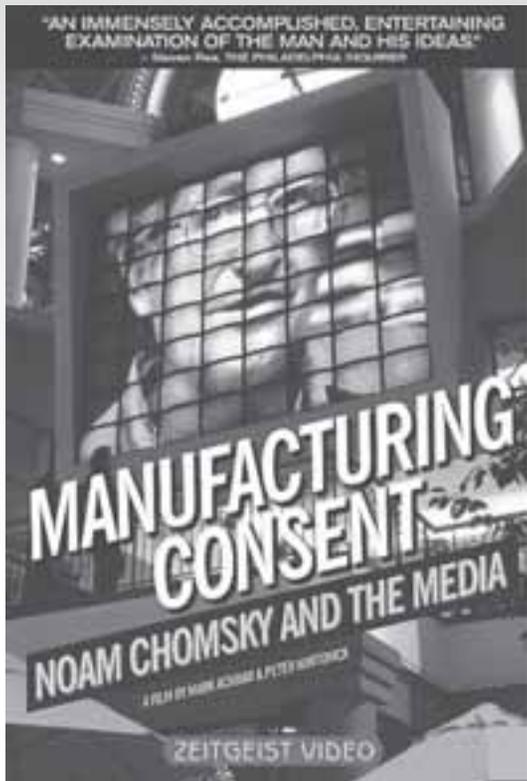
1) **La propriété, la taille et la nature à but lucratif des médias.** Les entreprises de presse contemporaines sont d'immenses empires dont la portion « communication » n'est qu'une des facettes. Non seulement ces empires n'ont pas d'intérêt dans la contestation du *statu quo*

sa chronique dans *Le Soleil* parce qu'il avait osé écrire un papier critiquant l'un des gros annonceurs du journal.

3) **La dépendance envers les sources.** La volonté d'économiser, pour faire plus d'argent, a poussé la plupart des médias à réduire leurs salles de nouvelles à leur plus simple expression. Or l'information ne pousse pas dans les arbres. Les médias sont de plus en plus dépendants de leurs sources d'information qui comprennent notamment la haute fonction publique, le personnel politique, les entreprises via leurs firmes de relations publiques, les groupes de pression et les agences de presse. Comme le rappelle la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, déjà citée, « il suffit de réduire les ressources pour altérer considérablement la capacité des journalistes



Noam Chomsky



gô-gôche », même si c'est faux.

Et maintenant?

Ce ne sont évidemment pas les seuls facteurs expliquant le fonctionnement des médias mais ça permet de comprendre bien des choses. La première : une majorité d'artisan-es sont des gens de bonne volonté, ce n'est pas l'action des individus qui est en cause. Le biais systématique des médias en faveur des élites n'est pas le fruit d'une volonté délibérée de contrôler l'opinion publique même si ça arrive. Nul besoin de contrôler le travail des journalistes au jour le jour, les limites du cadre dans lequel s'exerce leur travail tendent déjà à produire un tel résultat. D'ailleurs, les bon-nes journalistes savent où sont les limites et certain-es sont passé maître dans l'art de jouer avec les contraintes. Les journalistes de gauche sont malheureusement « l'exception qui confirme la règle » et leurs efforts ont surtout pour résultat de donner une caution au modèle médiatique en semblant prouver que plusieurs voix arrivent à se faire entendre.

Comprendre le rôle propagandiste des médias n'implique pas nécessairement de les désertier. Une fréquentation assidue est même recommandée, ne serait-ce que pour comprendre nos

contemporain-es et leur environnement mental. (74 % des adultes de Québec lisent un quotidien et presque toutes regardent la télé.) Il faut juste savoir qu'on le fait à nos risques et périls...

Et cela n'exclut pas de consulter les médias alternatifs, au contraire!

Pour en savoir plus

Un film

Manufacturing Consent - Noam Chomsky and the Media, un film de Mark Achbar et Peter Wintonick (ONF, 1992) – Version française : *Noam Chomsky : les médias et les illusions nécessaires*.

Un livre

Propagande, médias, démocratie, Noam Chomsky et Robert W. McChesney, Écosociété, 2000.

Notes :

(1) Source : Mémoire présenté à la Commission de la culture sur les impacts des mouvements de propriété dans l'industrie des médias (février 2001). La Fédération nationale des communications n'est pas exactement un repaire de gauchistes. Elle regroupe plus de 7 000 professionnel-les de l'information dont, entre autre, les syndicats de journalistes du *Soleil*, de *La Presse*, du *Devoir* et de *Radio-Canada*.

Noam Chomsky, Robert W. McChesney
Propagande, médias et démocratie



La concentration de la presse au Québec

Quotidiens – Il y a 10 quotidiens francophones au Québec. Deux groupes dominent le marché. Avec 2 journaux, Quebecor diffuse, en 2004, 45,6 % du tirage francophone, tandis que Gesca en imprime 51,5 %. Il ne reste qu'un indépendant : *Le Devoir* (2,9% du tirage).



Hebdos – Il y a 174 hebdomadaires régionaux au Québec. Deux groupes dominent le marché. Avec 55 journaux, Transcontinental imprime, en 2005, 39% du tirage total et Quebecor, avec 45 journaux, en imprime 21 %. Restent quelques autres groupes de moindre importance, se partageant 27 % du tirage, et 31 journaux indépendants (13 %).

Radio – Le Québec compte 100 stations de radio AM et FM privées. Il y a deux grandes entreprises de radio bien établies et deux en émergence. La plus importante est Astral Media qui possède 25 stations au Québec, ainsi que les réseaux Énergie et Rock Détente. Son principal concurrent est Corus, qui possède une douzaine de stations. À eux deux, ces groupes accaparent, en 2004, 73 % des revenus publicitaires de la radio francophone au Québec. Les deux groupes en émergence sont Radio-Nord (6 stations) et Cogeco (5 stations plus le réseau Rythme FM).

Les médias communautaires au Québec

Nesont comptabilisés que les médias communautaires soutenus financièrement par le ministère de la Culture et des Communications du Québec (ce qui exclut donc un journal comme *l'Infobourg*).

Médias écrits – 56 journaux dans la province, 3 dans la région de Québec.

Télévisions – 38 dans la province, 4 dans la région de Québec.

Radios – 33 dans la province, 4 dans la région de Québec.

Source : ministère de la Culture et des Communications, 2005 et 2006.

Christiane Gagnon

Députée de Québec



Encore une fois cette année, la Fête du Faubourg célèbre de belle façon la saison estivale sous le signe de la bonne humeur et de la solidarité.

Salutations particulières aux nouvelles résidentes et aux nouveaux résidents des quartiers Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch qui découvriront un milieu de vie aussi diversifié que dynamique.

À toutes et à tous, je souhaite un bon été et de belles vacances.



320, rue Saint-Joseph Est, bur. 209, Québec (Québec) G1K 8G5
Tél.: 523-6666 Téléc.: 523-6672 Courriel: gagnoc1@parl.gc.ca

-En attendant Benoît-

Le « p'tit Jérémie »

Cette chronique paraîtra dans tous les numéros de *L'Infobourg* jusqu'à la venue annoncée dans la ville de Québec du Tsar de Rome en 2008.

Par le Compape

Depuis quelque temps, on nous tambourine les oreilles avec le congrès eucharistique qui aura lieu en 2008, au cœur des festivités du 400e anniversaire de la ville de Québec. Comme il n'y a là rien de bien excitant pour le commun des mortels, on utilise des subterfuges pour piéger les médias d'information.

Jusqu'où nos curés et les dirigeants de la « Sainte Église » de nos aïeux iront-ils pour attirer les feux de la rampe sur leurs activités? Ces gens d'église se croient vraiment tout permis.

J'en veux pour preuve la conférence de presse convoquée par M. Ouellet, évêque de métier, cardinal de profession et primat par favoritisme. En effet, le 30 mars dernier,

il inaugurerait une montée médiatique vers la venue de Ti-Ben sur les Plaines d'Abraham en 2008.

Le « p'tit Jérémie »

N'ayant rien d'intéressant à annoncer et voulant profiter d'une visibilité médiatique à tout prix, son Éminence a exhibé un enfant de 9 ans, lourdement handicapé et présenté comme une star de la chanson. À cette occasion, M. Ouellet, berger d'un troupeau de brebis suiveuses, lançait un appel pour le financement d'un voyage à Rome afin que le « p'tit Jérémie » aille chanter la pomme à mononc' Ti-Ben.

ATTENTION

Le recensement canadien vient de se terminer. Toutes les personnes qui s'y sont déclarées « catholiques » sans savoir que leur geste aurait des conséquences seront comptées comme étant d'accord avec les projets de l'Église et ses demandes de subventions auprès des gouvernements.

Les supposées ouailles aimantes et compatissantes n'ont pas vraiment répondu à l'appel. Une ou deux semaines avant la date du départ, un seul mécène s'était manifesté. Le manque de financement était à ce point dramatique que TVA s'est chargé de couvrir les autres dépenses, s'octroyant en contrepartie le droit de faire accompagner la famille par un de ses journalistes tout au long de son périple dans « la ville de Berlusconi ».

Après l'échec colossal (mais tenu secret) des Journées mondiales de la Jeunesse de 2002 et le déficit d'au moins 1,7M \$ épongé par le gouvernement Charest (voir *L'Infobourg*, vol.18, n°1), voilà que nos bons évêques et leur cohorte veulent nous imposer financièrement la venue à Québec de Ti-Ben le seizième en utilisant le « p'tit Jérémie » comme appât.

Une honte

Nulle personne honnête et saine d'esprit ne peut affirmer que le « p'tit Jérémie » possède la voix et le talent d'une vedette de la chanson. Seuls ses parents et ceux qui abusent des personnes handicapées pour en tirer un certain bénéfice font semblant d'y croire. Dans ce cas-ci, les saints évêques, sous la houlette de leur leader canadien, grand ami de Ti-Ben, abusent effrontément de la maladie et de la compassion.

De multiples opérations ont réussi tant bien que mal à maintenir le « p'tit Jérémie » en vie et à lui procurer un visage acceptable. On lui fait croire que ce sont des miracles qui ont fait le travail, la science n'y étant pour rien. Et voilà que notre « p'tit Jérémie », dans sa naïveté puérile, se transforme en *preacher* prêt à aller évangéliser les pauvres païen-ne-s des régions éloignées. Comme s'ils n'étaient pas suffisamment éprouvé-es! Car pour le « p'tit Jérémie », ces gens qui ne connaissent pas son Dieu ne pourront pas avoir accès au paradis éternel. Les curés appellent ça de la foi, alors que ce n'est que naïveté et abus de confiance.

Mais rien ne peut arrêter la « sainte Église » lorsqu'elle a trouvé le porte-parole idéal pour aller chercher des gros sous auprès des autorités gouvernementales.

Valence

Au lieu de se laisser berner par de telles âneries, dans la ville de Valence, en Espagne, des groupes progressistes (même catholiques), féministes et autres luttant contre la misogynie, l'homophobie, les abus sexuels, le manque de compassion, l'intolérance, etc., se sont réunis sous le thème de « moi je ne t'attends pas » pour recevoir Ti-Ben les 8 et 9 juillet prochains. Ils ont fait imprimer des milliers d'autocollants pour dénoncer les investissements faramineux de l'État pour satisfaire les goûts d'opulence des fanatiques du pape.

Ces militant-es éclairé-es trouvent qu'un état laïque ne devrait pas investir plus d'argent pour recevoir Ti-Ben qu'il n'investit pour recevoir un autre chef de pays étranger.

Le ComPape adhère d'emblée à cette vision des choses. Voilà un bel exemple à suivre!

Erratum - La CORPIQ a récemment fait paraître une publicité dans *Le Soleil* et les 6 autres quotidiens du groupe Gesca. Le message publié dans ces journaux ne nous semblait pas traduire la pensée réelle de l'organisme. Voici, en exclusivité, le vrai message de la CORPIQ (tel que traduit par *L'Infobourg*).

**RENDRE LA RÉGIE
DU LOGEMENT
PLUS EFFICACE !**

Il faut transformer la Régie en agence de recouvrement des propriétaires. Madame la Ministre Normandeau, la CORPIQ vous demande de déposer votre projet de loi.

Il faut transformer la Régie en agence de recouvrement des propriétaires. Madame la Ministre Normandeau, la CORPIQ vous demande de déposer votre projet de loi.

Avec 85% des causes portées devant la Régie du logement, les propriétaires sont les principaux utilisateurs du service. L'immense majorité des causes que nos membres portent devant la Régie concernent le non-paiement de loyer (50 000 l'an passé). Pourquoi faire perdre un temps précieux à nos membres en maintenant des principes aussi archaïques que le droit du locataire d'être entendu ? Au lieu de se justifier et de fournir des preuves à des régisseurs qui sont de toutes façons de leur côté, nos membres pourraient économiser un temps précieux et faire progresser le Québec plus rapidement en faisant encore plus d'argent.

Madame la Ministre, la quête de la justice est une utopie et, de toutes façons, les groupes communautaires ne seront jamais contents. Déposez votre projet de loi sans plus attendre.

Au nom des 12% de propriétaires qui contrôlent 57% des logements au Québec,

 **CORPIQ**
L'Association de
propriétaires de logements

(418) 529-4985
1 800 529-0806
www.corpiq.com

Vélo utilitaire

Des commerces prennent le taureau par les cornes

par Marline Côté

Enfourcher son vélo pour aller au travail, le garer en toute sécurité à l'épicerie, remonter tranquillement la rue Saint-Jean et le laisser finalement dans sa cour intérieure, l'esprit tranquille, fier-e d'avoir épargné un kilo de gaz carbonique à l'atmosphère et d'avoir dépensé quelques centaines de calories : peu de gens peuvent se vanter d'un tel exploit, pourtant bien simple. C'est que les infrastructures pour faciliter le vélo utilitaire dans le quartier sont peu nombreuses, voire inexistantes. Mais les commerçant-es du quartier pourraient bien prendre le taureau par les cornes. Devant la lenteur administrative de la Ville, Pierre Bernier, de Muséo Vélo, lance aux commerçant-es l'invitation de mener eux-mêmes à bien certaines initiatives.

« Mes propositions, même les plus audacieuses, ont reçu un accueil assez positif à l'Association des gens d'affaires du faubourg (AGAF) », explique M. Bernier. Une voie cyclable à contresens pourrait ainsi voir le jour sur la rue Saint-Jean, dans la zone grise utilisée par les camions de livraison. « Cette piste cyclable aurait l'avantage additionnel de diminuer la vitesse des automobilistes, qui n'auraient plus qu'une voie pour circuler », commente M. Bernier.

À sa suggestion, RONA a aussi installé une barre de



métal pour garer les vélos sur l'un de ses murs extérieurs. D'autres commerces pourraient emboîter le pas. « Le manque de supports est criant », indique M. Bernier. À l'heure actuelle, il n'y a qu'une dizaine de supports à vélo dans le quartier.

À la Ville, le conseiller Pierre Maheux reconnaît l'urgence du problème et rappelle qu'un plan directeur du réseau cyclable est en cours de rédaction à la Ville. « Le problème du quartier Saint-Jean Baptiste est le manque d'espace. Pas juste pour le vélo. Pour tout. Il faut trouver de l'espace pour les vélos sans contrer la circulation piétonne. C'est pas évident », explique M. Maheux.

Bien sûr, rien, dans la réglementation de la Ville, n'interdit de garer sa bicyclette contre les parcomètres. « Mais rien n'empêche non plus de couper un cadenas et de déplacer un vélo si nous devons effectuer des travaux routiers ou si un vélo est considéré comme nuisible là où il est garé », indique-t-on à la police de Québec.

Il faudrait aussi accroître la sécurité dans le quartier, selon M. Bernier. La police de Québec a reçu 240 plaintes de vols de vélo en 2005 pour l'arrondissement de La Cité et une cinquantaine depuis le début de l'année. « J'offre à certain-es de mes client-es d'entreposer leur vélo quelques heures pour faire des courses, mais le mieux serait d'avoir des supports à vélo dotés de systèmes de cadenas spéciaux, permettant de barrer les deux roues et le vélo ensemble », poursuit M. Bernier.

Pascal Laliberté, de Vélo-Ville, se réjouit des initiatives de M. Bernier et de l'AGAF : « Il y a beaucoup, beaucoup de travail à faire dans le quartier Saint-Jean Baptiste. Heureusement, on sent que les choses vont bientôt commencer à bouger. » M. Laliberté suggère aussi de s'inspirer de ce qui se fait ailleurs, comme à Montréal, où des quartiers aussi densément peuplés ont réussi à mener à bien d'intéressantes initiatives en matière de vélo utilitaire.

Communiqué - 1er juillet 2006:

le FRAPRU ne voit pas matière à réjouissance

Montréal, le 2 juillet 2006 -- Même s'il est soulagé que le nombre de ménages qui ont été incapables de se trouver un toit pour le 1er juillet ait sérieusement diminué, le Front d'action populaire en réaménagement urbain ne voit pas matière à réjouissance dans le fait que plus de 180 familles et personnes soient toujours sans logement, au lendemain de la grande journée des déménagements. Le FRAPRU s'inquiète au contraire du temps pendant lequel ces ménages devront être hébergés par les municipalités et, pour la plupart, chez des parents, des amis ou des connaissances, dans des conditions souvent misérables. « Un hébergement, ce n'est pas un logement et tout le monde a droit à un logement », rappelle le coordonnateur de l'organisme, François Saillant. (...)

Des chiffres encore inquiétants

D'après les données compilées dans les villes de Montréal, Québec, Sherbrooke, Gatineau, Laval, Lévis et Longueuil, autour de 350 ménages ont jusqu'ici été reconnus comme sans logis et ont fait l'objet d'un suivi de la part de municipalités ou d'organismes communautaires. De ce nombre, la moitié s'est jusqu'ici trouvé un logement.

La Ville de Montréal a à elle seule traité 199 dossiers de ménages sans logis, dont 112 qui sont toujours dans cette situation. (...) À Sherbrooke, 25 ménages, dont 17 familles avec enfants, sont toujours sans logis, 6 ménages étant hébergés par la Ville. À Québec 19 font toujours l'objet de suivi, à Gatineau 13, à Laval 2. Le FRAPRU n'a pu obtenir les données à jour pour Longueuil et Lévis où des

ménages faisaient encore l'objet de suivi à la fin de la semaine.

Le FRAPRU y voit la preuve que la pénurie de logements à bas loyer continue à sévir dans les grands centres urbains. Il craint par ailleurs que de nombreux ménages aient en désespoir de cause dû louer des logements qui sont beaucoup trop chers pour leurs moyens et qu'ils arriveront très difficilement à les payer tout au long de l'année.

Un automne pour changer des choses

Le FRAPRU estime que, malgré les efforts consentis jusqu'ici par le gouvernement Charest dans le domaine du logement social, il doit aller plus loin encore pour augmenter l'offre de logements à bas loyer et aider les ménages à faible revenu.

L'organisme propose tout d'abord la mise sur pied d'un nouveau programme de HLM. Il rappelle qu'aucun logement de ce type n'a été réalisé depuis plus de douze ans au Québec. Au 1er juin dernier, la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation de Montréal comptait 23 925 ménages, dont 18 397 familles. En 2000, elle n'était que de 9500 noms. D'après Marie-José Corriveau, organisatrice au FRAPRU, « le gouvernement québécois a toujours invoqué l'absence du fédéral pour justifier son absence d'investissement dans les HLM; ce n'est plus le cas avec les 187,4 millions \$ qui ont été réservés pour le Québec aux fins de logement abordable, dans le dernier budget Flaherty ». Elle précise que ces sommes seront disponibles au cours de septembre.

DIMANCHE - LUNDI - MARDI
 AVEC UN POURBOIRE RAISONNABLE

L'OSTRADAMUS

1^{er} 25 \$ LE VERRE A L'OUVERTURE jus the et coke

maximum 14 par client(e)

1^{er} 50 \$ LE VERRE JUSQU'A 23 HRS jus the et coke

EN DUO LA BOUTEILLE VOUS REVIENT A 2.87 \$ TAXES INCLUSES

L'OSTRADAMUS PARTY-BAR
 29, RUE COUILLARD
 VIEUX-QUEBEC
 694-9560

Mercredi: 3 spectacles de la relève, entrée gratuite!

« Ces gens-là »

par Martin Dufresne

L'expression surgit de plus en plus souvent dans le langage médiatique et, de ce fait, sur nos lèvres.

Que l'on désigne des Arabes arrêtés – uniformément désignés comme « soupçonnés d'avoir des liens avec Al-Qaïda » – ou d'autres communautés marginalisées par le regard qu'on jette sur elles, les assisté-es sociaux par exemple, l'expression « ces gens-là » fait fortune.

Elle inquiète et rassure à la fois dans la mesure où elle objectifie l'Autre, tout en évitant de justifier ce traitement : ce soupçon, ce début d'exclusion où nous les repoussons. Dire « ces gens-là », c'est s'entendre à demi-mot avec l'auditoire sur ce qui « nous » sépare d' « eux » et d' « elles », sur un certain partage de la parole aussi. Ils et elles ne l'ont pas, nous oui.

L'expression signifie aussi que l'on parle d'eux et d'elles, et non avec eux. Nous le faisons sans

vergogne et – phénomène de projection – en nous méfiant de ce qu'ils et elles peuvent dire, voire penser de nous. Le moindre propos hostile est présenté comme représentatif de toute la collectivité. On sait bien, « ces gens-là... tous les mêmes... »

Dans le cas des musulmans, ce sont eux que l'on qualifie uniformément de « présumés terroristes » à la radio d'État, même si pas une goutte de notre sang n'a été versée au pays, alors même que nos soldat-es font couler celui des populations civiles chez eux.

Paradoxal, non?

Serait-ce par usure et désaffection du « nous » que nous investissons une unité factice autour de l'hostilité à « ces gens-là »? Ne pas recréer un sentiment de collectivité qui intègre les personnes et les collectivités exclues ou nouvelles arrivantes, c'est rester à la merci de toutes les manipulations.

En attendant l'hiver

par Michelle Briand

En avril 2001, nous avons survécu à l'expérience d'un immense périmètre de sécurité bloquant l'accès à une zone protégée où les chef-fes d'État de plusieurs pays se sont réuni-es pour décider du sort de la planète. Nous étions alors dans « l'après Seattle » et les flics, les clôtures, les barrières, les gaz ont soudain pris une place plus importante dans nos vies.

Entre 2001 et 2006, en vagabondant durant l'été dans le Vieux-Québec, sur les Plaines d'Abraham, dans Saint-Roch, Limoilou et différentes parties de la grande ville de Québec, on constate que l'industrie de la clôture fait l'objet d'une croissance exponentielle. Les parcs, les rues et les places sont constamment barricadés ou parcourus de clôtures fraîchement débarquées des camions de la Ville qui semble se donner un mal fou pour les transporter sans arrêt d'un lieu à l'autre dans le secret espoir de tout clôturer et de nous obliger à vivre et à marcher dans de petits corridors de six pieds entre deux barricades. Avant tout événement, on peut voir des centaines

de morceaux de clôture avec leurs grandes pattes d'araignées (excusez-moi les araignées) attendant d'être déployés pour le plaisir de contrôler la populace qui, c'est bien connu, ne sait pas vivre et ne mérite surtout pas de s'approcher des « grands ».

Le peu de résistance que rencontrent les « autorités » lorsqu'elles s'emparent de tous les espaces publics ou communautaires les ont encouragées à agrandir le territoire séquestré, à grossir de plus en plus les scènes, à augmenter le nombre de décibels (le son d'Expo Québec doit bien parvenir à Lévis) et surtout, à déterminer des périmètres de clôtures en doubles rangées qui nous empêchent de circuler et qui nous forcent à des détours interminables dans des lieux supposément publics où on va pour se reposer des rues et des trottoirs cimentés et brûlants de l'été en ville. J'imagine que des planificateurs fous jouissent de dessiner ces réseaux démentiels sur leurs écrans en se croyant dans un jeu vidéo où tout est permis.

Tout en étant horrifiée par cette confiscation de l'espace « public » et son utilisation commerciale de plus en plus injustifiable, tout en ayant complètement cessé de fréquenter toute manifestation clôturée, je me rends compte que des centaines de milliers de personnes ne semblent pas y voir d'inconvénient. Ma seule consolation ? L'HIVER !

Maison Jean-Alfred Moisan
épicerie fine



Nathalie Derrape
597, rue Saint-Jean
Québec, Québec
G1R 1P7
Tél. : (418) 522-0685
Fax : (418) 522-2152

Michel Yacoub
Au service des
travailleuSES et des
organismes
communautaires !

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives et rentes collectives

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance-Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R.

505, 14^e rue, Québec, Qc G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226 Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais : 1-877-823-2067

Communiqué

Pénurie de logements: La faute au privé !

Unenote de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomique (IRIS) indique que contrairement à ce que soutiennent certains groupes de pression, ce n'est pas la réglementation excessive qui est responsable de la pénurie de logements que connaît le Québec depuis le début des années 2000. Ce sont plutôt les promoteurs privés qui préfèrent la construction de condos à haut retour sur investissement au développement des habitations locatives, pourtant rentables, dont la population a réellement besoin.

La note, rédigée par Guillaume Hébert, Philippe Hurteau, Martin Petit et Simon Tremblay-Pepin, vise à attaquer les mythes entourant la question du logement au Québec. « En 1994, nous sommes passés d'une majorité d'achèvements d'appartements locatifs à une majorité d'achèvements d'appartements de condos. Trois ans plus tard, c'était le début de la crise actuelle. C'est seulement en 2002, lorsque les niveaux de construction de logements locatifs se rapprocheront du niveau de 1994, que la pénurie commencera à se résorber. Toutefois, comme la population a continué d'augmenter pendant ces huit années, le taux d'inoccupation n'a pas retrouvé son niveau antérieur. Il est donc erroné de rendre une réglementation « excessive » et les coûts de construction responsables de la crise actuelle », a souligné Philippe Hurteau, chercheur à l'IRIS.

Certes, la surproduction de condos permet de libérer des unités locatives à prix élevés, ce qui augmente effectivement la quantité totale de logements disponibles. Les prix prohibitifs de ces unités, pourtant, les rendent inaccessibles aux locataires moyen-nes qui sont captifs et captives du marché locatif. Rappelons que selon le recensement de 2001, 38,7 % des locataires gagnent moins de 20 000 \$ par année.

« À Montréal, le taux d'inoccupation des unités locatives abordables a chuté, de 1999 à 2005, de plus de 3 % à près de 1 %. L'offre d'unités de luxe a connu la situation inverse. La construction importante de condominiums que le Québec a connue dans les dernières années a donc fait en sorte que de nombreux appartements de luxe sont disponibles, mais que les appartements à prix abordable se font rares », a déclaré Martin Petit, également chercheur à l'IRIS.

La situation actuelle révèle l'incapacité du marché à s'adapter aux besoins de logement locatif. Pour compenser les déséquilibres causés par la recherche de profit à court terme des promoteurs immobiliers, une intervention de l'État est nécessaire. La construction d'habitations à loyer modique, la mise sur pied de coopératives de logement et l'amélioration des modèles coopératifs sont autant de pistes à envisager.

L'IRIS, un institut de recherche sans but lucratif, indépendant et progressiste, a été fondé à l'automne 2000. L'institut produit des recherches, des brochures et des dépliants sur les grands enjeux socioéconomiques de l'heure (fiscalité, pauvreté, mondialisation, privatisations, etc.).

RONA

Quincaillerie St-Jean-Baptiste
LA FERRONNERIE DU FAUBOURG DEPUIS 100 ANS

298, rue d'Aiguillon, Québec (Qc) G1R 1L6 • 525-5212 • quinc.sjb@bellnet.ca

Lectures estivales

par Martin Dufresne

« Où est passé l'argent? »

C'est la question que pose un court livre publié chez Écosociété par un collectif d'auteurs liés à l'organisation ATTAC-Québec.

Au moment où Stephen Harper met la hache dans les projets (présentés en fin de règne libéral...) de réseau national de garderies et de règlement des revendications autochtones sous prétexte qu'il n'y a « pas assez d'argent », ce bouquin très lisible nous désigne sur quoi porter notre regard pour comprendre où va votre argent.

Une des réponses est évidemment aux forces armées, qui se sont vu consentir treize milliards de dollars par la droite qui a pris le pouvoir à Ottawa en profitant de la corruption généralisée des libéraux et de l'apathie du Bloc québécois. Les coffres fédéraux débordent mais on crée de toutes pièces une psychose anti-terroriste pour distribuer l'argent en lucratifs contrats aux transnationales de la guerre comme Boeing et General Electric.

« C'est la responsabilité de tout démocrate de veiller à ce que l'argent ne se transforme pas en arme de destruction massive... »

Où va notre argent? fait œuvre utile en résumant, en 175 pages, les éléments de base permettant de comprendre le virage néo-conservateur que préparent depuis trente ans les éditorialistes et les politicien-nes de droite pour abattre ce qu'ils et elles caricaturent comme un « État-providence ». On y remet surtout en question la fiscalité et les politiques gouvernementales de remboursement à court terme de la dette, qui reflètent essentiellement l'intérêt à court terme des milliardaires.

L'évasion fiscale pratiquée par les banques détourne à elle seule 30 milliards de dollars des coffres canadiens, selon une étude du professeur Léo-Paul Lauzon citée par Omar Aktouf.

Les autres signataires sont des gens comme Gaétan Breton, Jacques B. Gélinas, Marc Bonhomme et Robert Jasmin. Tous des hommes, hélas!, lacune impardonnable et contradiction surprenante chez des gens qui s'indignent, à raison, de ce que le système bafoue l'intérêt commun.

Des rockers en bordée

L'anarchiste et le diable – voyages, cabarets et autres récits nous jette sur les routes d'Europe avec Norman Nawrocki, l'auteur, Luc Bonin (devenu Urbain Desbois) et quatre autres comparses de la formation Rythm Activism, des vétérans d'un « orchestre d'information rebelle » au style cabaret punk.

Le livre nous communique le style échevelé d'un groupe qui allie des mélodies ukrainiennes réarrangées, des textes militants, un rock dévastateur et surtout un regard attentif aux exclus de l'underground que forment leurs auditoires et les squatters qui les accueillent dans les neuf pays visités en 45 jours.

Le texte est assemblé comme une partition musicale entrelacée de souvenirs de la vie *on the road*, de répétitions jusqu'à l'épuisement sous l'œil bienveillant des « dieux de la création », de légendes urbaines au souffle puissant et de lettres personnelles. Ces lettres datent des temps du véritable *underground*, ceux



de la lutte antifasciste de la fin des années 1930 que menait l'oncle de Nawrocki, Harry, en Pologne occupée. L'auteur essaie de retrouver cet homme dans les villes où débarque la camionnette surchargée du groupe, entre deux balances de son, sans jamais plus de quatre heures de sommeil par nuit.

J'ai particulièrement aimé la relation des rapports humains souvent difficiles entre les musiciens, des péripéties de coulisses qui ont rendu possible l'exploit de monter sans aide le spectacle dans des conditions d'épuisement croissant, de l'enthousiasme des auditoires qui a forcé les rockers à se surpasser, ainsi que de la passion bien rendue pour les racines musicales de Rythm Activism.

L'anarchiste et le diable, publié chez LUX, donne également à voir un autre visage de la ville européenne, ainsi qu'une autre perspective, que ce soit celle des squatters qui accueillent l'équipe ou celle des travailleurs immigrés que marginalise l'Europe néo-libérale. La figure du mendiant intraitable y est omniprésente. Voilà une belle métaphore des conditions de poète, de militant et de travailleur, ainsi que des forces vives qui leur permettent de continuer, en marge de la société policée.

Avec une cinquantaine d'enregistrements musicaux, un spectacle de théâtre anti-sexiste et cinq livres de poésie et de fiction, Norman Nawrocki et Rythm Activism font honneur à la tradition du cabaret politique que pratiquait Bertolt Brecht au début du siècle dernier.



photos: Nicolas Lefebvre Legault

Fait rare, même dans l'édition alternative, Norman Nawrocki s'était déplacé à Québec le 1^{er} juin dernier pour lancer son livre au Bal du Léopard à l'invitation du collectif de La Page Noire.

DÉJÀ
OU
234 rue Saint-Jean - www.dyvdejavu.com
Gagnez 90 jours de locations gratuites*

*maximum 1 film en main, valide du 15 août au 13 nov. 2006. Tirage le 15 août 2006

La quintessence
du cinéma et
de la télé

Coupon de participation

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

Courriel: _____

La Chronique du VESTIAIRE



Si vous passez faire un tour au Vestiaire du Faubourg de temps en temps, vous avez sans doute remarqué que nous essayons constamment de nous améliorer. Parmi les changements récents : identifier les vêtements de grandes tailles par un ruban orange sur le support, mettre un babillard à la disposition des visiteurs et des visiteuses, garder une liste à jour des différentes ressources communautaires dans le quartier pour pouvoir en informer les gens, garder une copie du bottin du réemploi pour consultation sur place pour que les personnes qui souhaitent disposer de choses qu'on ne peut pas prendre puissent savoir où les amener et plus encore...

Une autre bonne nouvelle, c'est qu'on a trouvé un organisme prêt à venir chercher les vêtements qu'on décide de ne pas garder. En effet, les gens continuent de nous apporter des vêtements en trop grande quantité et nous devons faire des choix. De plus, au bout d'un certain temps, pour faire place à ce qu'on reçoit de plus beau, il faut faire du ménage sur les racks et se départir des morceaux qui n'ont pas trouvé preneur ou preneuse. Cela a toujours été un problème au Vestiaire et la solution idéale serait que les gens ne nous donnent que des beaux vêtements, en petite quantité... et qu'ils viennent en chercher autant qu'ils viennent en porter. Or, en attendant que tout le monde comprenne que nous ne sommes pas là pour leur permettre de se débarrasser de leurs cochonneries en ayant la conscience tranquille pour aller s'en acheter d'autres neuves, nous avons réussi à sauver un peu de tissu de l'incinérateur en offrant nos surplus au Collectif de sensibilisation communautaire pour le développement intégré (CSCODI). Il s'agit d'une ONG congolaise qui offre une partie de ces vêtements à des personnes qui en ont besoin dans les régions dévastées par

les guerres en Afrique centrale et qui en vend une autre partie aux personnes un peu mieux nanties de ces pays pour financer la construction d'un petit hôpital communautaire. Cela dit, nous devons tout de même jeter une trop grande quantité de sacs de linge car il n'existe aucun débouché pour ce qui est déchiré ou gravement taché. Nous vous encourageons donc fortement à avoir le courage de jeter vos guenilles vous-mêmes.

Enfin, nous sommes fières de vous présenter le logo que nous avons élaboré et qui prendra place sous peu sur une plaque à l'entrée du 780, Sainte-Claire. Vous pouvez aussi vous procurer notre tout nouveau dépliant en passant nous voir au Vestiaire et le distribuer dans votre entourage.

En terminant, nous souhaitons saluer Sylvia qui a quitté l'équipe du Vestiaire en juin pour se consacrer à d'autres projets. Bonne chance Sylvia et merci pour ta participation!

L'équipe du Vestiaire



un lieu d'échange solidaire
ouvert du lundi au vendredi
de 12 h à 16 h et le jeudi jusqu'à 20 h

Le FRAPRU en congrès Pour la socialisation et les HLM

par Nicolas Lefebvre Legault

Après plus d'une décennie à revendiquer un « grand chantier de 8000 logements sociaux par année, dont la moitié en HLM », le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a décidé de changer d'orientation et de revendication principale. Le regroupement veut maintenant doubler le nombre de logements sociaux au Québec et il se prononce en faveur de la socialisation du parc de logements.

C'est en tous cas ce qui ressort du 26^e congrès du FRAPRU qui s'est tenu en Estrie les 9, 10 et 11 juin derniers. Ce fut un congrès très costaud : un nombre record de délégué-es (plus de 120!), de propositions et d'amendements (une quarantaine), ainsi que des débats de fond étaient au menu.

Pour des HLM et contre les évictions

Outre sur la question des orientations générales, l'essentiel des débats qui ont animé les congressistes ont porté sur les luttes à mener en priorité l'an prochain. Comme il ne s'est pas construit de HLM depuis 12 ans au Québec et que les listes d'attente rallongent, la lutte pour un nouveau programme de construction de HLM a été adoptée. Les débats ne portaient pas tant sur l'opportunité de revendiquer des HLM – là-dessus, tous les groupes s'entendent – mais sur la façon de s'y prendre pour gagner. Une proposition de revendiquer que la totalité des 187 M \$ rendus disponibles en habitation pour le Québec dans le premier budget Harper soit investie dans le démarrage d'un nouveau programme de HLM a été adoptée. Ça fait des années que le FRAPRU dit que sans argent neuf d'Ottawa, il n'y aura pas de nouveaux HLM (entre autres parce que ça coûte plus cher que les coops). Pour plusieurs, ce nouvel argent disponible pourrait donc donner une prise concrète à l'avancement de la revendication. Le hic, c'est que les HLM ne sont évidemment pas le seul besoin et que les programmes permettant de créer des coops auraient besoin d'être améliorés et pourraient sans doute bénéficier de cet argent aussi. Les débats ont donc été chauds, quelques groupes refusant même d'entériner cette revendication... Dès l'automne, les groupes du FRAPRU devraient adopter un plan de lutte concret.

Autre sujet qui fâche, le FRAPRU a décidé de faire de la lutte contre les évictions son autre priorité. La ministre Nathalie Normandeau prévoit déposer à l'automne un projet de loi permettant l'accélération de la procédure d'éviction des locataires; il va de soi que le FRAPRU s'en mêlera. Les revendications du regroupement sur cette question sont de trois ordres. Premièrement, le FRAPRU aimerait que l'on s'inspire du gouvernement ontarien et qu'on mette sur pied un fonds d'aide au loyer. Deuxièmement, le FRAPRU aimerait que la loi soit amendée pour permettre aux régisseurs d'imposer un échéancier de paiement au lieu d'être obligés d'imposer la résiliation du bail. Ceci permettrait aux locataires d'éviter l'éviction lorsqu'ils et elles paient leur loyer en retard et leur assurerait défense et médiation. Troisièmement, afin de garantir le respect du droit au logement, le FRAPRU revendique qu'il n'y ait pas d'éviction sans relogement par l'État.

Une force dans le quartier!

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste est un comité de citoyen-ne-s actif depuis 1976 dans le faubourg Saint-Jean-Baptiste. C'est entre autres à notre action que l'on doit la majorité des logements sociaux du quartier (de la coop Saint-Gabriel à la présence de Lauberivière au presbytère), de nombreux parcs (du parc Scott au parc-école), plusieurs services de proximité (de l'Intermarché au comptoir postal) et bon nombre de ressources communautaires (du Vestiaire du Faubourg au Centre-Famille Haute-Ville). Le Comité populaire a toujours été là pour défendre le caractère résidentiel et populaire du quartier Saint-Jean-Baptiste.

Vous voulez vous impliquer dans le quartier? Vous pouvez devenir membre du Comité populaire.

N'hésitez pas, contactez-nous!
780, rue Sainte-Claire
Tél. : 522-0454
www.compop.net

